



Suivi du Forum international des Chaires et partenaires de l'UNESCO

Session de dialogue sur l'Afrique dans le cadre de la priorité globale (GPA)

Transformer les savoirs pour l'avenir de l'Afrique

Mercredi 4 juin 2025, 14h00-16h00 (heure de Paris)

Programme phare de la Priorité Afrique 5 - Session de travail en ligne, partie 2/2
Dialogue GPA session sur :

Sciences océaniques, résilience face au changement climatique et gestion des ressources en eau en Afrique

Ce webinaire réunit deux plateformes de discussion complémentaires sur la priorité globale Afrique. La première est la dernière session de la série actuelle sur les programmes phares prioritaires pour l'Afrique, organisée dans le cadre du suivi du Forum international des chaires UNESCO et des partenaires sur transformer les savoirs pour l'avenir de l'Afrique. La seconde est le dialogue sur la priorité globale Afrique entre les États membres et les experts au siège et sur le terrain.

Vous pouvez vous inscrire [ici](#)

Contexte

Les systèmes océaniques et d'eau douce de l'Afrique sont à la base de la stabilité écologique, de la prospérité économique et de l'héritage culturel de ses peuples. Avec plus de 38 États côtiers et insulaires, le continent possède plus de 30 000 km de côtes, qui soutiennent les moyens de subsistance, la biodiversité, le commerce et la régulation du climat. Parallèlement, les bassins hydrographiques couvrent environ 64 % de la superficie du continent, contiennent 93 % des ressources en eau et sont habités par 77 % de la population¹. Ces masses d'eau et systèmes marins sont essentiels à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, de l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable, de la Vision africaine de l'eau 2025 et des aspirations de la Stratégie africaine pour l'économie bleue, qui reconnaît que les écosystèmes des eaux océaniques et intérieures - y compris les fleuves et les Grands Lacs africains - font partie intégrante du développement de l'Afrique.

Pourtant, ces ressources vitales sont de plus en plus menacées. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a identifié l'Afrique comme l'un des continents

¹ [La gestion des ressources naturelles transfrontalières dans un contexte de changement climatique – Le cas des bassins versants partagés en Afrique](#)

les plus vulnérables aux effets du changement climatique, avec une augmentation prévue de l'élévation du niveau de la mer, du réchauffement des océans, de l'intrusion d'eau salée, de la fonte des glaciers et des précipitations extrêmes. Les villes côtières telles que Lagos, Abidjan, Dar es Salaam et Alexandrie comptent parmi les zones urbaines les plus exposées aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer, menaçant des infrastructures et des actifs économiques d'une valeur de plusieurs milliards de dollars². On estime que les dommages liés au climat dans les zones côtières africaines pourraient atteindre 50 milliards d'USD par an d'ici à 2050 selon les trajectoires actuelles³.

Les systèmes d'eau douce sont confrontés à des défis parallèles. La gestion des ressources en eau en Afrique est de plus en plus compromise par la croissance démographique, l'urbanisation rapide, la demande croissante en eau potable, l'agriculture et le développement industriel. Les déchets solides, le ruissellement agricole et la pollution liée à l'assainissement ont encore détérioré la qualité de l'eau dans les bassins fluviaux et les aquifères. Le changement climatique exacerbe ces pressions en modifiant le régime des précipitations, en intensifiant les sécheresses et les inondations et en augmentant la variabilité hydrologique. Plus de 400 millions de personnes en Afrique subsaharienne n'ont pas accès à l'eau potable de base, et la variabilité du climat a intensifié la fréquence et la gravité des sécheresses et des inondations sur le continent⁴. En 2022, on estimait que le stress hydrique touchait environ 250 millions de personnes en Afrique et qu'il devrait entraîner le déplacement de 700 millions de personnes d'ici à 2030⁵, avec une charge supplémentaire disproportionnée en raison de la forte dépendance de l'Afrique à l'égard de l'agriculture pluviale et de l'insuffisance des infrastructures d'adaptation. L'analyse du suivi et des rapports sur le secteur de l'eau et de l'assainissement (WASSMO) pour 2022 souligne les lacunes importantes en matière de capacités institutionnelles, d'investissement dans l'éducation et la formation, et de disponibilité de personnel spécialisé. Pour combler ces lacunes, il faut non seulement améliorer les capacités techniques, mais aussi renforcer les cadres juridiques, intensifier la coopération transfrontalière et coordonner l'interface entre la recherche et les politiques.

Face à ces défis, l'Afrique doit renforcer son leadership dans le domaine des sciences de l'océan et de l'eau douce. Actuellement, les observations océaniques mondiales provenant des eaux africaines sont faibles, et de nombreux pays du continent ne disposent pas de stratégies océanographiques nationales, de systèmes d'observation durables ou de plateformes de données hydrologiques intégrées. Ces limitations limitent la capacité du continent à générer des informations exploitables, à informer sur la préparation aux catastrophes et à renforcer la résilience. Il est urgent d'investir dans les infrastructures hydrologiques et océanographiques, les systèmes de prévision avancés et la coordination institutionnelle entre les secteurs.

L'évolution du paysage scientifique et politique offre à l'Afrique la possibilité de façonner l'avenir de la gouvernance des océans et de l'eau douce. Le renforcement des capacités institutionnelles, l'expansion des systèmes d'observation et l'accélération de l'innovation peuvent transformer les défis actuels en opportunités d'emplois verts, de croissance inclusive et de coopération transfrontalière.

Conscients de cela, des pays comme le Kenya, l'Afrique du Sud, les Seychelles et l'île Maurice investissent dans la planification spatiale marine (PSM) et la planification durable des océans afin d'intégrer la gestion écosystémique dans le développement côtier et maritime. De même, la Commission du bassin du lac Tchad, l'OMVS⁶ et les organisations de bassins fluviaux transfrontaliers proposent de nouveaux modèles de gouvernance multilatérale et de partage des données.

² « Afrique », dans *Les changements climatiques 2007 : impacts, adaptation et vulnérabilité. Contribution du Groupe de travail II au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*

³ Organisation météorologique mondiale (OMM), *État du climat en Afrique 2024*.

⁴ Organisation météorologique mondiale (OMM), *État du climat en Afrique 2022*

⁵ *Ibid.*

⁶ Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal

L'approche « de la source à la mer » gagne du terrain en Afrique en tant que méthode holistique pour relier les systèmes terrestres, d'eau douce et marins, en promouvant l'utilisation durable des terres, le contrôle de la pollution et la restauration des écosystèmes.

L'UNESCO, par l'intermédiaire de sa Commission océanographique intergouvernementale (COI) et de son Programme hydrologique intergouvernemental (PHI), s'efforce de relever ce double défi. La COI soutient les pays africains dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour l'océanologie au service du développement durable en promouvant la planification de l'espace marin, la connaissance des océans et les systèmes d'alerte précoce afin de faire progresser l'intégration science-politique, le développement des capacités et la connaissance inclusive des océans pour la résilience au climat et une économie océanique durable. Parallèlement, le PHI vise à relever les défis nationaux, régionaux et mondiaux liés à l'eau en développant la compréhension scientifique de l'eau, en améliorant les capacités techniques et en renforçant l'éducation afin de construire une société durable et résiliente. Il s'agit notamment du développement innovant de la science et de la technologie, de la production de connaissances intégrées fondées sur des données empiriques et des expériences partagées, ainsi que de leur diffusion à grande échelle et de leur application pratique.

Dans le cadre de la Décennie des océans (2021-2030) et du Plan stratégique PHI-IX (2022-2029), l'UNESCO soutient les États membres dans le renforcement des systèmes techniques et des capacités scientifiques. L'UNESCO encourage également l'innovation dans l'adaptation basée sur les écosystèmes et promeut la conservation des ressources archéologiques submergées par le biais de la Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, renforçant ainsi les dimensions culturelles de l'économie bleue. En outre, l'UNESCO encourage la mise en œuvre de solutions écohydrologiques basées sur la nature grâce aux 63 sites de démonstration écohydrologiques de l'UNESCO dans 36 pays.

Notamment, plus de 300 participants ont rejoint la plénière du Forum international des chaires UNESCO et des partenaires sur la Décennie internationale des sciences pour le développement durable (IDSSD), reflétant l'engagement de l'Afrique à tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation pour la durabilité et la résilience. Cette dynamique s'aligne sur l'Agenda 2063, la STISA-2034, la stratégie climatique de l'Union africaine, la stratégie AIM 2050 et les cadres dirigés par l'AMCOW⁷. Les communautés économiques régionales telles que l'IGAD⁸, la CEEAC⁹, le COMESA¹⁰ et la CEDEAO¹¹ font progresser les stratégies d'économie bleue qui promeuvent la gouvernance intégrée des eaux océaniques et intérieures, soutenues par des instruments tels que le protocole sur l'eau de la SADC¹², la convention de Nairobi et la convention d'Abidjan. Toutefois, la fragmentation des efforts nationaux et régionaux continue d'entraver la coordination des réponses aux défis liés aux océans, au climat et à l'eau.

Cette session de travail, qui s'inscrit dans le cadre du cinquième programme phare de la stratégie opérationnelle « Priorité Afrique », est fondée sur l'objectif général de promouvoir la science ouverte, de renforcer les capacités dans le domaine des sciences fondamentales et appliquées et d'encourager l'innovation et la technologie à l'appui de l'océanographie, de la résilience au changement climatique et de la gestion des ressources en eau en Afrique. Considérant que les questions de l'amélioration de la science ouverte et du renforcement des capacités en sciences fondamentales et appliquées pour renforcer la recherche scientifique, l'innovation et la technologie ont été abordées lors de la session du 12 mars 2025, à laquelle ont assisté plus de 200 participants.

⁷ African Ministers Council on Water

⁸ Intergovernmental Authority on Development

⁹ Communauté économique des États de l'Afrique centrale

¹⁰ Common Market for Eastern and Southern Africa

¹¹ Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

¹² Southern African Development Community

La présente session fournira une plateforme pour discuter plus avant de la manière dont les sciences océaniques et une prise de décision solide et fondée sur la science dans la gestion des ressources en eau peuvent soutenir les efforts visant à atteindre le développement durable et la résilience au climat en Afrique.

Buts et objectifs

Cette session vise à tirer parti de l'élan croissant de l'Afrique dans l'exploitation de la science et de l'innovation pour aborder la résilience climatique et la gestion durable de l'eau dans les systèmes aquatiques marins et intérieurs. Dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, de la stratégie AIM 2050 et de la stratégie pour l'économie bleue, la session vise à :

- Favoriser un dialogue intégré sur le rôle de l'océanographie, de la gestion de l'eau douce et de la résilience climatique dans la réalisation des priorités de l'Afrique en matière de développement durable ;
- Identifier des stratégies pour développer l'observation, la modélisation et l'accès aux données sur les océans et l'eau douce ;
- Identifier des opportunités concrètes pour développer des solutions scientifiques qui renforcent la capacité d'adaptation des pays africains et des communautés côtières et fluviales aux impacts du changement climatique ;
- Promouvoir la synergie et la cohérence entre les cadres et les outils existants tels que la planification de l'espace marin, la planification durable des océans, la gestion intégrée des ressources en eau et l'approche « de la source à la mer » ;
- Mettre en évidence les initiatives menées par l'Afrique et les meilleures pratiques régionales qui témoignent de l'innovation, de l'inclusion et de la coopération transfrontalière en matière de gouvernance des océans et de l'eau ;
- Mobiliser des partenariats et des actions pour renforcer les réseaux d'observation, les infrastructures de recherche et le partage des données afin d'éclairer les politiques et les investissements aux niveaux national et régional.

Programme phare de la Priorité Afrique 5 - Session de travail en ligne Partie 2/2
Sciences océaniques, résilience face au changement climatique et gestion des ressources en eau en Afrique

Mercredi 4 juin 2025, 14h00 - 16h00 (heure de Paris)

14h00 - 14h10

Remarques de bienvenue.

- Sobhi Tawil, Directeur, Division sur les Futurs de l'éducation et innovation, Secteur de l'éducation, UNESCO
- Mohamed Elfarnawany, Directeur, Division de la coordination des priorités pour l'Afrique, UNESCO

14h10 - 14h55

Segment 1 : Faire progresser la science océanique pour la résilience climatique et les économies océaniques durables en Afrique

Modérateur : Ibukun Adewumi, Chef du Secrétariat de la Sous-Commission UNESCO/COI pour l'Afrique et les États insulaires adjacents (IOCAFRICA)

Intervenants

- David Obura, Directeur CORDIO/Président, IPBES
- Mahouton Norbert Hounkonnou, responsable de la Chaire UNESCO en physique mathématique et applications, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Ntahondi M. Nyandwi, responsable de la Chaire UNESCO sur la technologie marine, Université Dar es Salaam, République unie de Tanzanie
- Fanny Douvere, coordinatrice de la SOPM, COI/UNESCO
- Andrina Beaumont, coordinatrice de Clean Seas, PNUE

Discussion ouverte

14h55 - 15h40

Segment 2 : Atteindre la sécurité de l'eau en Afrique

Modérateur : Alexandros Makarigakis, Chef du secteur des sciences naturelles et hydrologue régional, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, Nairobi, Kenya

Intervenants

- O.D.Jimoh, responsable de la Chaire UNESCO en gestion intégrée des inondations et des ressources en eau, l'Université fédérale de technologie, Minna, Nigéria.
- Thokozani Kanyere, co-responsable de la Chaire UNESCO en géohydrologie, University of the Western Cape, l'Afrique du Sud
- Makarius Lalika, responsable de la Chaire UNESCO sur l'écohydrologie et la gestion des eaux transfrontalières, Université d'agriculture de Sokoine, République-Unie de Tanzanie
- Graham Jewitt, professeur d'hydrologie à l'Institut IHE de Delft pour l'éducation relative à l'eau (UNESCO Centre de catégorie 2).

Discussion ouverte

15h40 - 15h50	Synthèse générale Orateur : Rahmah Elfithri , Chef de section, Développement des capacités et coordination de la famille de l'eau, Secteur des sciences exactes et naturelles de l'UNESCO
15h50 - 16h00	Remarques de clôture <ul style="list-style-type: none">• Mohamed Elfarnawany, Directeur, Division de la coordination des priorités pour l'Afrique, UNESCO